

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 11 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 février 2023

Contexte et constats

Publié sur



KV AUTOS

105 route de Saint Louis
68220 Hégenheim

Références : 0006704563_2023_02_17_KV_AUTOS_VIIC_PPC
Code AIOT : 0006704563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 février 2023 dans l'établissement KV AUTOS implanté 105 route de Saint Louis 68220 Hégenheim. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées suite à la délivrance d'un arrêté préfectoral portant enregistrement et un agrément VHU.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KV AUTOS
- 105 route de Saint Louis 68220 Hégenheim
- Code AIOT : 0006704563
- Régime : Enregistrement

Le site est une exploitation de démontage et de dépollution de véhicule hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prescriptions complémentaires de l'arrêté préfectoral du 1 septembre 2022,
- entreposage,
- aire de rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Prescriptions complémentaires	Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Sans objet
3	Caractéristique des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	Sans objet
5	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Sans objet
6	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
7	Déchets entrants	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40	Sans objet
8	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
9	Prescriptions complémentaires	Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se positionner sur la réalisation de son mur coté nord-est ou présenter un dossier de modification pour remplacer celui-ci par un merlon en terre déjà existant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Autre, Propreté de l'installation.
<p>Prescription contrôlée : <i>Envol des poussières. — Propreté de l'installation.</i> <i>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</i> — les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; — les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. <i>Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</i></p>
<p>Constats : Les aires de stationnements et de circulations sont soit en enrobé, soit en béton. Pendant l'inspection, les voies de circulation et aires de stationnement étaient propres et rangées. Les véhicules sortant du site n'entraînent pas de poussières ou de boues sur les voies publiques et les locaux étaient propres et rangés. Les prescriptions contrôlées sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage.
Prescription contrôlée : <i>Intégration dans le paysage.</i> <i>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</i> <i>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</i> <i>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i> <i>Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.</i>
Constats : Seuls les côtés nord-est et sud-est du site ne sont pas imperméabilisés. Ils constituent le merlon bordant le site. L'exploitant y a abattu les plus grands arbres et tondu les herbes le recouvrant. Cette zone était entretenue le jour de l'inspection. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Caractéristique des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristique des sols.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>Caractéristique des sols.</i> <i>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</i>
Constats : Les véhicules en attente de dépollutions sont entreposés sur une aire étanche, muni d'un système de collecte des eaux pluviales. Les zones de démontage et de stockage des pièces sont à l'intérieur d'un bâtiment. Le sol est constitué d'une dalle béton de façon à garder les éventuels écoulements à l'intérieur. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité.
Prescription contrôlée : <i>I. — Accès à l'installation.</i> <i>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</i> <i>[...]</i>
Constats :

L'installation dispose d'un accès, reliant la voie publique au bâtiment et à la zone d'entreposage des véhicules. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de matérialiser les voies à l'intérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation.
Prescription contrôlée : <i>Clôture de l'installation.</i> <i>L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.</i> <i>[...]</i>
Constats : Le site est clos. La hauteur du grillage n'a pas été vérifiée. Une entrée munie d'un portail constitue l'accès principal au site.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de préciser les hauteurs du grillage formant la clôture du site sous un délai ne dépassant pas un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.
Prescription contrôlée : <i>Vérification périodique et maintenance des équipements.</i> <i>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</i> <i>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</i>
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'intervention de la société SPI qui a vérifié et entretenu les moyens de luttés contre l'incendie. Cette opération a eu lieu de 2 février 2022. L'intervention est consignée dans le registre de sécurité de l'exploitant. La vérification des installations électriques a été réalisée par l'APAVE le 28 février 2022. Elle a fait l'objet d'un rapport daté du 1 mars 2022. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit déterminer les fréquences de vérification des dispositifs de sécurité. La brochure ED 6054 de l'Institut national de recherche et de sécurité recommande une vérification annuelle. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets entrants.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40
Thème(s) : Autre, Déchets entrants.
Prescription contrôlée : <i>Déchets entrants. Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.</i>
Constats : Pendant l'inspection, il n'a pas été constaté de déchets autres que des véhicules terrestres hors d'usage. L'exploitant explique que les véhicules sont réceptionnés soit par lui-même ou par son responsable d'atelier. Les réceptions ne sont réalisées que pendant les heures d'ouvertures. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entreposage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage.
Prescription contrôlée : <i>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] III. — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...]</i>
Constats : Il n'a pas été constaté la présence de véhicules hors d'usage non dépollué empilé. Cette zone de stockage est isolée du reste de l'exploitation par la voie pompier. Elle est en matériau imperméable (béton et enrobé) en bon état. Le réseau de collecte des eaux pluviales assure l'isolement et la rétention du site par rapport au milieu extérieur. Les pièces issues des véhicules sont stockées à l'abri des intempéries dans des bacs étanches. Les fluides sont entreposés dans des fûts posés sur les bacs de rétentions. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, prescriptions complémentaires
Prescription contrôlée : [...] <i>Le mur coupe feu, de la section Sud-Est , est substitué par un merlon de terre :</i> <i>hauteur : 3 mètres – largeur : 4,5 mètres – longueur : 60 mètres</i> [...] <i>Le merlon est régulièrement entretenu.</i>
Constats : Il a été constaté pendant l'inspection la présence d'un merlon en terre sur la partie sud est du site. Les arbres poussant sur celui-ci ont été coupés avant l'inspection. Les herbes le recouvrant ne dépassaient pas vingt centimètres de hauteur. Le merlon peut être considéré comme entretenu. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, prescriptions complémentaires
Prescription contrôlée : [...] <i>L'exploitant réalise un mur coupe feu d'une hauteur de 2,5 m sur la partie Nord-Est de son site.(cf : plan en annexe)</i> • <i>La section Nord-Est de mur est réalisé avant le 31 décembre 2021.</i> [...]
Constats : Le mur coupe feu n'a pas été réalisé. Mais il a été constaté que le merlon se poursuit du côté nord-est du site, en lieu et place du mur prescrit. L'exploitant explique que l'extension du merlon a été découverte lors du débroussaillage du pourtour du site (travaux réalisés en vue d'aménager le mur coupe-feu). Ainsi, des dispositions similaires à celles entérinées par l'arrêté du 1 ^{er} septembre 2022 pour la section sud-est sont bien présentes.
Observations : Considérant le contexte et les dispositions déjà acceptée pour la partie sud-est, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. L'exploitant devra <u>dans un délai n'excédant pas un mois</u> déposer un dossier de demande de modification de ses conditions d'exploiter en vue de substituer le mur coupe feu par un merlon de taille identique à celui existant ou alors réaliser le mur coupe feu prescrit par l'arrêté préfectoral du 1 septembre 2022.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale